

**Arrêté préfectoral portant abrogation les arrêtés préfectoraux
de mise en demeure des 25 février 2022 et 2 octobre 2023
Société SAINT-GOBAIN-ISOVER
Commune de Rantigny**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 délivré à la société SAINT-GOBAIN-ISOVER en vue de régulariser la situation administrative de son établissement de Rantigny ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 25 novembre 2008 à la société SAINT-GOBAIN-ISOVER à Rantigny ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 février 2022 mettant en demeure la société SAINT-GOBAIN-ISOVER de respecter les dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2015 et des articles 7.1.3 et 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2023 portant mise en demeure à l'encontre de la société SAINT-GOBAIN-ISOVER à Rantigny ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu les rapports Q18 de la société DEKRA du 26 juillet 2023 pour le bâtiment K, du 29 juin 2023 pour le bâtiment fabrication de fibres de verre et du 29 juin 2023 pour le poste HT du bâtiment D ;

Vu le rapport de vérification des robinets d'incendie armés (RIA) du 14 septembre 2023 réalisé par la société APAVE ;

Vu le rapport n° 23NNP053, nommé « étude technico-économique de la consommation d'eau du centre de recherche et de développement ISOVER à Rantigny », réalisé par la société SUEZ CONSULTING et transmis par courrier du 22 décembre 2023 ;

Vu le document intitulé « plan d'actions réduction consommation eau » du 15 décembre 2023, transmis par courrier du 22 décembre 2023 ;

Vu le « porter à connaissance » sur les modifications apportées au site, transmis le 29 décembre 2023 ;

Vu le procès verbal d'intervention du 19 avril 2024 par la société EUROFEU pour les RIA ;

Vu le procès verbal d'intervention du 19 avril 2024 par la société EUROFEU pour les extincteurs ;

Vu le rapport d'étude nommé « Interprétation de l'État des Milieux et Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires » réalisé par la société TILDA Conseil, transmis le 30 août 2024 ;

Vu le rapport nommé « complément au rapport d'études » réalisé par la société TILDA Conseil, transmis le 25 novembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 24 janvier 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. Par arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les prescriptions relatives à :
 - la hauteur des cheminées « entrée étuve » et « sortie étuve » ;
 - la vitesse d'éjection du four 2iTech ;
 - le débit du four SBM ;
2. L'exploitant a transmis, par courrier du 30 août 2024, un « porter à connaissance » afin de modifier :
 - la hauteur des cheminées « entrée étuve » et « sortie étuve » ;
 - la vitesse d'éjection du four 2iTech ;
 - le débit du four SBM ;
3. Afin de démontrer l'acceptabilité de ces modifications, l'exploitant a transmis un rapport d'étude nommé « Interprétation de l'État des Milieux et Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires », réalisé par la société TILDA Conseil. Il a été pris en compte dans cette étude une hauteur de cheminée pour « entrée étuve » et « sortie étuve » de 16 mètres et une vitesse d'éjection du four 2iTech de 8 m/s. Les modélisations ont été faites avec le logiciel AERMOD. Cette étude conclut qu'il n'y a pas de risque sanitaire avec ces hypothèses ;
4. L'exploitant a transmis, par courriel du 25 novembre 2024, un rapport d'étude nommé « complément au rapport d'études » d'août 2024 réalisé par la société TILDA Conseil. Il a été retenu un débit pour le four SBM de 15 000 Nm³/h. Il y est indiqué que « la modification des hypothèses de modélisation n'entraîne pas de modification substantielle des concentrations induites dans l'environnement, et ne modifie donc pas les conclusions de l'Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires » ;
5. L'ensemble de ces éléments permet de justifier du respect des articles 1, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022 susvisé ;
6. L'exploitant précise, par courrier du 18 août 2022, que le site n'est plus soumis à la rubrique n° 2910. La puissance totale actuelle est de 880,45 kW. Le site n'étant plus soumis à la rubrique n° 2910, l'obligation de contrôles sur les rejets issus des installations de combustion n'est plus applicable ;
7. L'ensemble de ces éléments permet de justifier du respect de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022 susvisé ;
8. L'exploitant a transmis par courriel, le 26 juillet et le 1^{er} août 2023, les rapports Q18 de la société DEKRA du 26 juillet 2023 pour le bâtiment K, 29 juin 2023 pour le bâtiment fabrication de fibres de verre et 29 juin 2023 pour le poste HT du bâtiment D. Ces derniers mentionnent que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Les non-conformités mentionnées dans les comptes-rendus de vérifications périodiques des installations électriques (Q18) du 5 juillet 2021 par la société DEKRA ont été levées pour le bâtiment K, le poste HT du bâtiment D et le bâtiment de fabrication du verre ;

9. L'ensemble de ces éléments permet de justifier du respect de l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022 susvisé ;
10. Lors de la visite du 18 novembre 2024, l'exploitant a présenté :
- le rapport de vérification des RIA du 14 septembre 2023 et réalisé par la société APAVE. Aucune observation n'y est mentionnée ;
 - le procès verbal d'intervention du 19 avril 2024 par la société EUROFEU des RIA ;
 - le procès verbal d'intervention du 19 avril 2024 par la société EUROFEU des extincteurs ;
11. Les RIA et les extincteurs sont donc maintenus en bon état dans leur intégralité ;
12. L'ensemble de ces éléments permet de justifier du respect de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 février 2022 susvisé ;
13. L'exploitant a transmis par courrier du 22 décembre 2023 :
- un rapport n°23NNP053 de « l'étude technico-économique de la consommation d'eau du centre de recherche et de développement ISOVER à Rantigny » réalisé par la société SUEZ CONSULTING ;
 - un document intitulé « plan d'actions réduction consommation eau » du 15 décembre 2023 ;
14. Au vu de ces éléments, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 octobre 2023 sont respectées ;
15. L'exploitant a transmis par courrier du 29 décembre 2023 un porter à connaissance sur les modifications apportées à son site ;
16. Au vu de ces éléments, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 octobre 2023 sont respectées ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Les arrêtés préfectoraux portant mise en demeure des 25 février 2022 et 2 octobre 2023 pris à l'encontre de la société SAINT-GOBAIN-ISOVER sont abrogés.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif d'Amiens peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Le préfet peut procéder à la publication de la présente décision sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe

préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Rantigny pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Rantigny fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, la sous-préfète de Clermont, le maire de la commune de Rantigny, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **31 JAN. 2025**

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société SAINT-GOBAIN-ISOVER

La sous-préfète de Clermont

Le maire de la commune de Rantigny

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France